

**MAIRIE de SILLY-SUR-NIED**  
8 rue de l'école  
57530 SILLY-SUR-NIED

**Communaute de Communes**  
**Haut Chemin - Pays De Pange**  
1bis route de Metz  
57530 PANGE

Adresse des locaux du Service instructeur :  
CCHCPP  
1 Bis route de Metz  
57530 PANGE

Affaire suivie par : ROITEL Laurence  
Tél. : 03.87.64.10.63  
Mail : [urbanisme@cchcpp.fr](mailto:urbanisme@cchcpp.fr)

**DOSSIER N° DP 057 654 25 00009**

Déposé le : 27/03/2025

Sur un terrain sis à : SILLY-SUR-NIED - 23 Du Haut Buisson

Et cadastré : section 14 parcelles 166, 274 et 280

**DESTINATAIRE**

**Monsieur Del Arco Garcia Juan Ramon**

**23 Rue du Haut Buisson**

**57530 SILLY SUR NIED**

Autorité compétente : Maire au nom de la commune

Monsieur,

Vous avez déposé le 27/03/2025 à la mairie de SILLY-SUR-NIED une déclaration préalable en vue de construction d'un mur de clôture.

Par lettre en date du 08/04/2025, notifiée le 09/04/2025, il vous a été demandé de bien vouloir compléter votre dossier par les pièces et informations insuffisantes et manquantes.

**Vous aviez trois mois pour compléter votre dossier. L'ensemble des pièces n'ayant pas été adressé à la mairie de SILLY-SUR-NIED avant le 09/07/2025, vous êtes réputé avoir renoncé à votre projet. Votre demande fait donc l'objet d'une décision tacite d'opposition (article R.423-39 du code de l'urbanisme).**

Vous devez redéposer une nouvelle déclaration préalable si vous souhaitez réaliser votre projet.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à SILLY-SUR-NIED, le 13/11/2025  
Le Maire

WOLLJUNG Serge



#### INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

**-DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester le refus vous pourrez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS après la fin de votre délai d'instruction. Vous pourrez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

